

COMMUNE DE BEAULIEU-LÈS-LOCHES

LOT N° 2



**ASSURANCE DES RESPONSABILITES
ET RISQUES ANNEXES**



PROCEDURE ADAPTÉE

SOMMAIRE

*Les dispositions concernant le LOT N° 2 - Assurance des
« **RESPONSABILITES ET RISQUES ANNEXES** » - sont présentées de la
façon suivante :*

1. INVENTAIRE DES RISQUES
2. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES
(CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA GARANTIE)
3. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA GARANTIE)
4. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
5. ACTE D'ENGAGEMENT

INVENTAIRE DES RISQUES

R E S P O N S A B I L I T E G É N É R A L E

PRÉSENTATION DE LA COLLECTIVITE INVENTAIRE DES ACTIVITÉS PAR RUBRIQUE

Les renseignements ci-après ne peuvent être considérés comme constituant une liste exhaustive de la commune. Ils représentent une base générale d'informations permettant d'apprécier les compétences de la commune dans ses grandes lignes.

Les assureurs conservent la faculté d'obtenir tous renseignements complémentaires qui leur sembleraient utiles.

I. INTERCOMMUNALITE

↳ La Collectivité fait-elle partie d'une structure intercommunale (Communauté, Syndicats) ? **OUI**

- Si Oui, laquelle : **Communauté de Communes Loches Développement**

↳ Quels sont les compétences et services qui ont été transférés :

- **Développement économique**
- **Aménagement de l'espace communautaire**
- **Gestion d'une politique du logement et de l'habitat sur le territoire de la CCLD**
- **Ordures ménagères**
- **Action Sociale**
- **Environnement**
- **Tourisme**
- **Petite enfance/jeunesse**
- **Gens du voyage**
- **Contrat de Pays**
- **Péréquation et solidarité intercommunale**

II. POPULATION TOTALE

↳ Habitants au dernier recensement : **1794**

↳ Collectivité classée station : **Non**

III. COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

↳ Nombre de Conseillers municipaux : **19**

↳ Nombre d'Adjoints : **5 et 1 conseiller délégué.**

IV. PERSONNEL- BUDGET DE FONCTIONNEMENT

↳ Nombre total d'agents : Titulaires, stagiaires, auxiliaires, vacataires et contractuels : **18 dont 3 retraités.**

- Architectes : **0**
- Médecins : **0**

↳ Masse salariale brute du dernier budget primitif **hors charges patronales** (c'est-à-dire les traitements de l'ensemble du personnel y compris indemnités de résidence et supplément familial de traitement hors primes de technicité et autres primes non soumises à cotisations sociales) : **285 355 €**

↳ Budget de fonctionnement : **1.099. 514 €**

V. POLICE MUNICIPALE : OUI

↳ Nombre d'agents : 1

VI. COLLECTE, TRI ET TRAITEMENT DES DECHETS : NON

VII. EAU – ASSAINISSEMENT : NON

7.1 EAU: NON

↳ Collectivité non exploitante

* Mode d'exploitation : Communauté de Commune de Loches Développement

* Propriété du réseau : CCLD

7.2 ASSAINISSEMENT : NON

↳ Collectivité non exploitante

* Mode d'exploitation : CCLD

* Propriété du réseau : CCLD

VIII. SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS : NON

↳ Gestion départementale : Loches

IX. SERVICE DE RESTAURATION : OUI

↳ Restaurant scolaire : Oui

* Mode d'exploitation : Chaîne froide livrée par « Les Toques Régionales »

* Nombre de repas journaliers : 130

- Le personnel municipal est-il affecté à la surveillance ? Oui

↳ Autre service de restauration municipale : Non

↳ Portage de repas à domicile : Non

X. SERVICE D'HYGIENE ET DE SANTE : NON

XI. SERVICE DE SOINS INFIRMIERS, MAINTIEN A DOMICILE OU AIDES MENAGERES : NON

XII. RESIDENCE POUR PERSONNES AGEES : NON

XIII. ABATTOIRS : NON

XIV. TRANSPORT: NON

XV. CRECHES – HALTES GARDERIES : NON

XVI. GARDERIE A DOMICILE : NON

XVII. GARDERIE PERI SCOLAIRE : OUI Association Familles Rurales

☞ Nombre d'enfants accueillis/jour : **32**

☞ Période d'ouverture : **7h à 9h 16h à 18h45**

XVIII. ACTIVITES « JEUNESSE » : NON

☞ **ACTIVITES DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT : NON**

☞ **COLONIES DE VACANCES : NON**

☞ **CLASSES NATURE : NON**

☞ **AUTRES ACTIVITES DESTINEES A LA JEUNESSE : NON**

XIX. PISCINES – BAINADES OU PLAGES AMENAGEES : NON

XX. TERRAINS DE SEJOUR – CARAVANING – CAMPING : NON

XXI. SALLES DE SPECTACLES : NON

XXII. CASINOS – SALLES DE JEUX : NON

XXIII. AUTRES ACTIVITES ORGANISEES PAR LA COLLECTIVITÉ : OUI

☞ Manifestations ludiques, culturelles, sportives, (carnaval, spectacles divers...) :

Foire Souillarde

☞ Fréquentation approximative : **800 à 1000**

☞ Durée : **1 journée**

☞ **5 spectacles** par an

☞ Fréquentation approximative : **50 à 80** personnes par spectacle.

☞ Durée : **1h30 à 2h.**

XXIV. PARTICIPATION DE LA COMMUNE A UNE SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE : NON

XXV. PATRIMOINES IMMOBILIERS ET MOBILIERS : (autres que les bâtiments et leur contenu)

- 25.1 BOIS ET FORETS : **NON**
- 25.2 ETABLISSEMENTS SPORTIFS COUVERTS OU COMPORTANT DES TRIBUNES : **NON**
- 25.3 PORT NAUTIQUE : **NON**
- 25.4 EMBARCATIONS : **NON**
- 25.5 ENGINS AERIENS : **NON**
- 25.6 INSTALLATIONS PARTICULIERES DE TRANSPORTS DE PERSONNES OU DE MARCHANDISES :
NON
- 25.7 BARRAGES – PLANS D'EAU OU RETENUES D'EAU : **NON**
- 25.8 AERODROME : **NON**
- 25.9 Caves souterraines : **OUI** (anciennes champignonnières)

XXVI. GESTION DE L'URBANISME : OUI

P.O.S. : **Oui**

Si oui, date d'approbation : **25.03.02**

Nombre de permis et de déclarations (construction, démolition, lotissement et autres) délivrés pour chacune des années suivantes :

ANNEE	PERMIS ET DECLARATIONS	PERMIS DE DEMOLITION	LOGEMENTS CONCERNES
2009	63	/	Maisons individuelles
2010	69	/	Maisons individuelles
2011	62	1	Maisons individuelles

Instructions des actes : Direction Départementale de l'Equipeement

ETAT DE LA SINISTRALITE

LISTES DES SINISTRES " Responsabilité Civile "2009-2010-2011

N° du sinistre	Référence Sociétaire	Date du sinistre	Date d'ouverture	Type de sinistre	Coût global du dossier	Date de cloture
2008189508H	Dégat des eaux	01/12/2008*	16/12/2008	Rc Mat.		17/04/2009
2009106129K	Sin. du 20/12/2008	20/12/2008*	04/12/2009	Rc Mat.	861,12*	08/07/2010
2010170574Q	Sin. du 20/07/2010	21/07/2010	30/07/2010	Rc Mat.	970,00	
2010222891G	Sin. du 28/11/2010	28/11/2010	21/12/2010	Rc Mat.		31/01/2012
2011108207G	MBR/60/2011	02/02/2011	10/02/2011	Rc Corp.et/ou Mat.	4 443,00	
201116804Z	Sin. du 22/07/2011	22/07/2011	28/07/2011	Rc Mat.	2 571,42	13/02/2012
TOTAUX					7 984,42	

TOTAL 4 sinistres déclarés sur 55 mois.

***Hors exploitation**

Document **Smacl** en annexe1

<p style="text-align: center;">CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES</p> <p style="text-align: center;">CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA GARANTIE</p>
--

➤ STRUCTURE DU CONTRAT :

- Le dispositif contractuel :

- ◆ ne devra pas faire référence à la notion d'accident
- ◆ sera établi sur la base d'un « TOUS RISQUES SAUF »

➤ La garantie de l'assureur est accordée dans les conditions prévues aux Articles 1 à 6 détaillés ci-après :

ART 1	RESPONSABILITE GÉNÉRALE
ART 2	RESPONSABILITÉS SPÉCIFIQUES
ART 3	EXCLUSIONS
ART 4	MONTANT ET VALIDITÉ DES GARANTIES
ART 5	ÉTENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES
ART 6	GARANTIE GENERALE « DEFENSE ET RECOURS »

ARTICLE 1 – RESPONSABILITE GÉNÉRALE

1.1 GARANTIES DE BASE :

Sont assurés, dans les limites des montants indiqués aux dispositions administratives particulières, les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'assuré peut encourir pour des dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui, en raison de son existence, des activités qui sont les siennes et de ses attributions.

Ainsi, la garantie porte sur les dommages causés aux tiers du fait notamment :

- Des personnes qui le représentent ou qui sont placés sous son autorité, telles que :

**Les élus,
Les agents, préposés, salariés ou non,
Les requis civils, sauveteurs et collaborateurs bénévoles ;
Et plus généralement toute personne participant à un service public communal**

- Des biens immobiliers et mobiliers, animaux, lui appartenant ou placés sous sa garde autres que ceux affectés à l'exercice d'une activité ou à l'exploitation d'un service non assurés par le présent contrat ;
- Des installations de traitement des eaux ou d'ordures ménagères et déchets, de distribution d'eau, d'électricité ou de gaz ;
- Du domaine public ou privé communal y compris les décharges municipales pour les ordures ménagères et déchets ;
- Du fonctionnement, du non fonctionnement ou du mauvais fonctionnement des services municipaux y compris d'incendie ou de secours ;
- De l'organisation des cérémonies et fêtes ;
- Des véhicules terrestres à moteur réquisitionnés ou mis en fourrière, étant précisé que :

Pour l'application de cette garantie, l'on entend par assuré, non seulement la collectivité souscriptrice, mais également toute personne ayant la conduite ou la garde des véhicules,

Cette garantie est réputée conforme aux dispositions du Code en matière d'assurance obligatoire des véhicules terrestres à moteur. Sont également garantis les dommages subis par ces véhicules pour autant que la responsabilité de la collectivité soit engagée.

1.2 EXTENSIONS DE GARANTIES :

La garantie est étendue aux risques suivants :

1.2.1 Dommages subis par les personnels de l'Etat :

Cette garantie porte sur les recours que l'Etat pourrait exercer en vertu de l'ordonnance 59-76 du 7 Janvier 1959 en raison des dommages subis par les fonctionnaires de l'Etat prêtant leur concours pour l'exécution d'un service de police sur le territoire communal.

1.2.2 Faute inexcusable et faute intentionnelle

La couverture est accordée pour :

1.2.2.1 Le paiement des cotisations supplémentaires et l'indemnisation complémentaire de la victime prévus par les articles L 452-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale.

Cette extension concerne les accidents du travail et maladies professionnelles dont pourraient être victimes les préposés à la suite de la faute inexcusable d'une personne ayant ou non la qualité de représentant légal de la collectivité souscriptrice.

Par ailleurs, la défense des représentants légaux et des personnes qu'ils se sont substitués est assumée pour des actions menées contre eux en vue d'établir leur faute inexcusable. Cette garantie vaut également pour les poursuites intentées devant les juridictions répressives pour homicide ou blessures involontaires sur la personne d'un préposé à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.

1.2.2.2 Les recours intentés contre la collectivité souscriptrice prise en tant que commettant civilement responsable d'un préjudice subi par un préposé dans l'exercice de ses fonctions et causé par la faute intentionnelle d'un autre préposé.

1.2.3 Maladies professionnelles non classées :

Cette garantie porte sur les conséquences pécuniaires des recours exercés contre la collectivité souscriptrice par les salariés ou ayants droit, à la suite de maladies ou affections contractées pendant le service et ne figurant pas aux tableaux officiels des maladies professionnelles ouvrant droit à indemnisation par la Sécurité Sociale.

Toutefois, cette garantie ne porte pas sur les conséquences de sinistres causés par une violation délibérée par la collectivité souscriptrice des textes en vigueur en matière de législation.

1.2.4 Essais professionnels – Stages :

Cette garantie concerne la responsabilité que la collectivité souscriptrice pourrait encourir du fait des dommages corporels dont pourraient être victimes :

- Les personnes effectuant, sous son contrôle ou pour son compte, un essai professionnel rémunéré ou non. Cette garantie ne s'exerce que pour autant que la législation sur les accidents du travail ne soit pas, en la circonstance, applicable.

- Les stagiaires rémunérés ou non qui effectuent des séjours dans ses différents services.

ARTICLE 2 - RESPONSABILITÉS SPÉCIFIQUES

Cette garantie concerne les différentes responsabilités définies ci-après :

2.1 A L'ÉGARD DES ÉLUS ET DES DÉLÉGUÉS SPÉCIAUX :

Soit les responsabilités instituées par les articles L 2123-31, L 2123-32 et L 2123-33 du Code des Collectivités Territoriales

2.2 A L'ÉGARD DES REQUIS CIVILS, SAUVETEURS ET COLLABORATEURS BÉNÉVOLES :

Soit les responsabilités relatives aux dommages subis :

- Par les civils requis par la collectivité souscriptrice, les sauveteurs et les collaborateurs bénévoles lui prêtant leur concours ;
- Par les contribuables s'acquittant du paiement de leurs impôts par des prestations en nature

ARTICLE 3 - EXCLUSIONS

3.1 LES DOMMAGES DE TOUTE NATURE :

- 3.1.1 Intentionnellement causés ou provoqués par l'assuré.
- 3.1.2 Résultant de la guerre étrangère (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre fait que la guerre étrangère), guerre civile (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement).
- 3.1.3 Causés par les inondations, tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes, sauf s'ils résultent d'une mauvaise organisation des services de secours, d'un défaut de prévention ou du fait de la présence ou d'une absence de fonctionnement d'un ouvrage public.
- 3.1.4 Occasionnés par les attroupements et rassemblements ainsi que les émeutes et mouvements populaires.

3.2 LES DOMMAGES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSÉS :

- 3.2.1 Par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.
- 3.2.2 Par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.
- 3.2.3 Par toute source de rayonnements ionisants, notamment tout radio-isotope, utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond à la propriété, l'usage ou la garde.
Cette exclusion ne s'applique pas aux responsabilités incombant à la collectivité du fait de l'utilisation de matériels radiographiques à rayonnement ionisant, à usage médical ou vétérinaire.

3.3 LA RESPONSABILITE ENCOURUE PAR L'ASSURÉ :

- ◆ Sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants et de l'article 2270 du Code Civil à propos de travaux de bâtiment (loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978),
- ◆ En vertu de l'article 16 de la loi du 3 Janvier 1977 sur l'architecture.

Sauf stipulation contraire prévue au C.C.T.P.

3.4 LES DOMMAGES CAUSÉS PAR :

- 3.4.1 Les véhicules terrestres à moteur, leurs remorques et semi-remorques soumis à l'obligation d'assurance qu'ils soient en ou hors circulation, ou utilisés comme engins de chantier ou outil.

Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas aux véhicules réquisitionnés ou mis en fourrière.

Elle ne s'applique pas non plus aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui pourrait incomber à la collectivité souscriptrice en sa seule qualité de commettant, en raison d'accidents causés à autrui par un véhicule terrestre à moteur dont elle n'est ni propriétaire, ni locataire, ni gardien et que ses préposés utilisent sur le trajet domicile-lieu de travail tel qu'il est défini à l'article L.415-1 du Code de la Sécurité Sociale ou pour les besoins du service.

Restent cependant toujours exclus de la garantie :

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement aux préposés salariés ou non de la collectivité souscriptrice ;

Les dommages subis par leurs véhicules.

3.4.2 Tous engins ou véhicules aériens, maritimes, fluviaux et lacustres dont l'assuré à la propriété, la conduite ou la garde, sauf stipulation contraire au C.C.T.P.
Cette exclusion ne vise pas les dommages provoqués par les embarcations destinées au transport de moins de 10 personnes.

3.4.3 Les installations ferroviaires, les chemins de fer, les tramways et engins similaires, les chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou tous autres engins de remontée mécanique utilisant des câbles porteurs ou tracteurs dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la conduite ou la garde.

3.5 LES DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS OU ANIMAUX

Dont l'assuré est propriétaire, locataire, dépositaire, gardien ou qui lui sont confiés à quelque titre que ce soit, sauf stipulation contraire prévue au C.C.T.P.

3.6 LES DOMMAGES CAUSÉS AU COURS :

D'épreuves, courses, compétitions ou exhibitions (ou de leurs essais) soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics, à l'exception des courses cyclistes ou pédestres.

Cette exclusion ne s'applique pas lorsque la collectivité participe à ces manifestations en qualité d'organisatrice secondaire.

Les courses automobiles sont strictement exclues

3.7 LES DOMMAGES SURVENUS :

Du fait de manifestations aériennes ou des exercices aériens préparatoires, ainsi que du fait de la propriété, la gestion ou l'exploitation d'aérodrome.

3.8 LES DOMMAGES RESULTANT D'OBLIGATIONS CONTRACTUELLES :

Acceptées par l'assuré et excédant celles auxquelles il serait tenu en vertu des textes légaux et réglementaires.

3.9 LES DOMMAGES MATÉRIELS ET IMMATERIELS CAUSÉS :

Par un incendie, une explosion ou résultant de l'action directe ou indirecte des eaux ayant pris naissance dans un local appartenant à la collectivité souscriptrice ou occupé par elle ou par toute personne dont elle est civilement responsable.

Toutefois, ces dommages relèvent de la garantie du présent contrat pour les locaux occasionnels d'activités.

3.10 LES DOMMAGES RESULTANTS

De façon inéluctable et prévisible des modalités d'exécution d'un travail ou service telles qu'elles ont été prescrites ou mises en œuvre par l'assuré, d'un vice apparent d'un bien ou d'un produit connu de l'assuré.

3.11 LES REDEVANCES MISES A LA CHARGE DE L'ASSURÉ

Par la réglementation en vigueur en matière de pollution et autres atteintes à l'environnement.

3.12 LES AMENDES

De toute nature et les frais y afférents

3.13 LES DOMMAGES RESULTANTS

De l'emploi d'explosifs proprement dits, hormis ceux utilisés en agriculture.

3.14 LES DOMMAGES CONSÉCUTIFS

A la transgression volontaire des règles d'aménagement et d'urbanisme, telles qu'elles sont définies par :

Les principes généraux fixés par l'article L.121-10 du Code de l'Urbanisme ;

Les lois d'aménagement et d'urbanisme, prévues à l'article L.111.1.1 et les prescriptions nationales ou particulières à certaines parties du territoire, prises en application des dites lois ;

Les projets d'intérêt général visé à l'article L.121-12 ;

Les servitudes d'utilité publique mentionnées à l'article L.126-1 ;

Les schémas directeurs, les schémas de secteurs et SCOT, les plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme approuvés.

3.15 LES DOMMAGES CAUSÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR :

La pollution ou la contamination du sol, des eaux ou de l'atmosphère ;

Le bruit, les odeurs, la température, l'humidité ;

Les vibrations, le courant électrique, les radiations ;

Lorsque l'effet dommageable ou nuisible n'est pas la conséquence d'un événement soudain, non voulu et non prévisible par la collectivité souscriptrice.

ART 4 – MONTANT ET VALIDITÉ DES GARANTIES

4.1 MONTANT DES GARANTIES

Pour l'ensemble des risques définis aux articles 1 et 2 ci-dessus, la garantie s'exerce, à concurrence des montants de garanties et franchises indiqués au C.C.T.P.

4.2 VALIDITÉ DES GARANTIES

Conformément aux dispositions formulées à l'article L 124-5 - alinéa 4 du Code des Assurances issu de la loi du 1^{er} août 2003 :

" La garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu par l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie."

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans.

ARTICLE 5 – ETENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES

Les garanties sont acquises à l'assuré dans le monde entier

ARTICLE 6 – GARANTIE GÉNÉRALE « DÉFENSE ET RECOURS »

L'assureur s'engage à exercer à ses frais toutes interventions amiables ou actions judiciaires en vue :

De pourvoir à la défense de l'assuré, devant les tribunaux administratifs, civils ou répressifs, s'il est poursuivi pour des faits dont les conséquences pécuniaires sont couvertes au titre des articles 1 et 2.

De pourvoir à la défense de la collectivité souscriptrice dans le cas où le représentant de l'Etat dans le département déférerait au tribunal administratif une délibération, un arrêté, un acte ou une convention, en application de l'article 3 de la loi 82-213 du 02/03/82 (déférés administratifs).

D'obtenir la réparation des dommages subis par la collectivité souscriptrice et résultant d'un fait qui aurait été garanti au titre des articles 1 et 2 si son auteur avait eu la qualité d'assuré.

*En tout état de cause, l'assureur ne peut être tenu à engager une action judiciaire que pour autant que le préjudice subi par la collectivité souscriptrice soit supérieur à **800 Euros**).*

DÉFINITIONS

Pour l'application des présentes garanties, on entend par :

COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE :

La personne morale désignée au C.C.A.P. qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à régler les primes.

ASSURÉ :

La collectivité et/ou toute autre personne désignée au C.C.T.P. et au C.C.A.P

ASSUREUR :

L'assureur auprès duquel a été souscrit le contrat

AUTRUI OU TIERS :

Toute personne autre que les préposés et salariés de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents de travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient.

Pour les dommages matériels accidentels survenus dans l'exercice de leurs fonctions les préposés et salariés de l'assuré conservent la qualité de tiers entre eux. Ils conservent également leur qualité de tiers dans leurs rapports avec la collectivité

DOMMAGES CORPORELS :

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique

DOMMAGES MATÉRIELS :

Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

DOMMAGES IMMATÉRIELS :

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, par un bien, meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu et, plus généralement, tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

FAIT GÉNÉRATEUR :

L'acte, l'action, l'inaction de l'assuré, le fonctionnement, le non fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par l'assuré et, plus généralement, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.

LOCAUX OCCASIONNELS D'ACTIVITÉS :

Les locaux mis à la disposition de l'assuré, à titre onéreux ou gratuit, pour une période temporaire n'excédant pas 30 jours consécutifs.

CODE :

Le Code des Assurances

SINISTRE :

Toutes les conséquences dommageables d'un même événement ou fait générateur susceptible d'entraîner l'application de la garantie demandée. Constituent un seul et même sinistre, les réclamations ayant pour origine un même événement dans le règlement d'un sinistre.

FRANCHISE :

La part du préjudice restant à la charge de l'assuré.

INDICE :

L'indice du prix de la construction publié par la Fédération Française du Bâtiment et des activités annexes (FFB), ou à défaut par l'organisme qui lui serait substitué.

X FOIS L'INDICE :

X fois la valeur en euros du dernier indice FFB publié au jour du sinistre.

ANNÉE D'ASSURANCE :

La période comprise entre la date d'effet du contrat et celle de la première échéance annuelle, puis la période comprise en deux échéances annuelles consécutives.

EXISTANTS :

Biens meubles ou immeubles appartenant à des tiers, préexistants aux travaux de l'assuré, sur lesquels ou au voisinage desquels l'assuré effectue des travaux susceptibles de leur causer des dommages directs ou indirects et qui, en raison de leur situation ou de leur nature, impliquent pour l'assuré des mesures de protection particulière.

OBJETS CONFIÉS :

Biens meubles appartenant à des tiers, confiés à l'assuré, pour leur garde, exposition, entrepôt, travaux de toute nature (sauf utilisation pour les besoins propres de l'assuré).

<p style="text-align: center;">CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CONDITIONS PARTICULIÈRES) C.C.T.P.</p>
--

L'assureur accepte dans leur intégralité les dispositions prévues au C.C.T.G

Les clauses ci-après viennent compléter ou modifier, pour ce qu'elles ont de contraire, les dispositions du C.C.T.G.
(Conditions Générales de la garantie)

ART 1 **MONTANT DES GARANTIES****Tous dommages confondus****10 000 000 € par sinistre**

↳ DONT

Dommages matériels et immatériels consécutifs Limités à 25 000 € du fait d'un vol par préposé....	3 100 000 € par sinistre
Dommages immatériels non consécutifs...	1 600 000 € par sinistre
Dommages de pollution tous dommages confondus	1 600 000 € par sinistre
Compétences transférées	1 600 000 € par sinistre
Intoxications alimentaires	3 100 000 € par sinistre
Recours de l'Etat en remboursement de dommages résultant d'acte de violence	800 000 € par sinistre
Défense et recours.....	80 000 € par sinistre
Biens confiés et existants	80 000 € par sinistre
Locaux occasionnels d'activités.....	800 000 € par sinistre
R.C. après travaux ou après livraison	1 500 000 € par sinistre et par année d'assurance

ART 2 **BIENS CONFIÉS**

Sont garantis les dommages subis par les biens mobiliers confiés à la collectivité ou à une personne dont elle est civilement responsable, sous forme de dépôt, location, garde, prêt...

➤ **Exclusions**

- ◆ Les espèces, billets de banques, titre et valeurs ;
- ◆ Les bijoux, pierres précieuses et perles fines, orfèvrerie et argenterie, objets en matières ou métaux précieux ;
- ◆ Les fourrures et dentelles, les étoffes anciennes ;
- ◆ S'ils ont une valeur unitaire égale ou supérieure à cinq fois l'indice, les livres, manuscrits et autographes ;
- ◆ Les médailles ainsi que les tapisseries ayant une valeur unitaire égale ou supérieure à quinze fois l'indice ;
- ◆ Les collections ayant une valeur globale égale ou supérieure à dix fois l'indice ;
- ◆ Les tableaux, dessins, estampes, gravures, sculptures et autres objets d'art ;
- ◆ Les lingots en métaux précieux ;
- ◆ Les biens présentés au cours d'une exposition ouverte au public ;
- ◆ Les appareils volants et les véhicules à moteur terrestres, maritimes ou fluviaux et leurs remorques, ainsi que le contenu de ces véhicules et appareils.

➤ **Extension de garantie : Responsabilité Civile « Vestiaires »**

L'assureur étend sa garantie aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré en raison des dommages matériels, y compris le vol, causés aux effets vestimentaires et objets personnels déposés dans un vestiaire géré par elle.

La garantie :

- ◆ intervient à la double condition que le vestiaire soit surveillé en permanence et que le dépôt donne lieu à la remise d'un jeton ou d'une contremarque obligatoirement exigé pour le retrait des biens déposés ;
- ◆ s'exerce à concurrence de 8 000 € par sinistre, sous déduction d'une franchise toujours laissée à la charge de l'assuré, de 100 €
- ◆ ne porte pas sur les espèces, billets de banque, titres et valeurs, bijoux, pierres ou objets de matière ou métaux précieux.

ART 3 EXTENSION DE LA NOTION D'ASSURÉ

La notion d'assuré est étendue :

- Aux régisseurs pour leur responsabilité personnelle.
La garantie prévue n'interviendra qu'à défaut ou en complément des contrats souscrits par les intéressés et dans la limite de 8 000 € par sinistre.

Il est précisé que les assurés conservent la qualité de tiers entre eux.

ART 4 CONVENTIONS PASSEES AVEC LA COLLECTIVITE

La garantie s'étend aux conséquences des conventions, comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, intervenues entre, d'une part l'assuré et d'autre part :

- L'Etat ;
- L'armée ;
- Les administrations, collectivités locales, organismes publics ou semi-publics, français ou étrangers tels que, en France : SNCF, EDF/GDF, RATP, RER, CEA, DDE, la POSTE et FRANCE TELECOM, etc...
- Les sociétés de location ou de crédit-bail ;
- Les organisateurs de foires et expositions ;
- Les personnes physiques ou morales mettant à sa disposition des biens ou des personnes utilisés pour l'exécution de son activité ;
- Les établissements et/ou entreprises voisines, dans le cadre des contrats d'assistance réciproque ;

ART 5 FRANCHISE

- **NEANT sauf**

- ♦ En cas de responsabilité incombant à la collectivité du fait de dommages subis par les biens confiés : 100 €

ART 6 RECOURS

Il est convenu que l'assureur dirige les recours mais s'interdit toute transaction sans l'accord préalable de l'assuré

ART 7 ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENTS

En cas d'accident dont seraient victimes les enfants, animateurs, bénévoles, élus, toute personne participant aux activités de la collectivité, l'assureur prendra à sa charge les indemnités suivantes :

Décès	30 000 €
Incapacité permanente totale ou partielle	50 000 €
Frais de traitement médical	3 000 €
Forfaits (montants maximum)	
- Lunettes	200 €
- Prothèse dentaire	400 €
- Prothèse auditive	3 000 €
Frais de recherche, sauvetage, rapatriement	10 000 €
Incapacité temporaire de travail	50 €/ jour versée pendant 365 jours au maximum avec franchise de 15 jours ramenée à 3 jours en cas d'hospitalisation

Cette indemnité sera versée qu'il y ait hospitalisation ou non

Bénéficiaires :

Enfants, Adolescents, bénévoles, Animateurs, Elus au cours des activités sportives, culturelles, éducatives et sociales organisées par la Ville selon la fréquentation figurant à l'inventaire

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

PROCEDURE ADAPTÉE SELON L'ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS

➤ *Le présent C.C.A.P. devra être paraphé page par page.*

ART 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES procède à une consultation en vue de mettre en place un contrat d'assurance garantissant les RESPONSABILITÉS et les risques annexes à sa charge du fait des activités de l'ensemble de ses services.

ART 2 COLLECTIVITÉ SOUSCRIPTRICE

La Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES
Représentée par son Maire en exercice

ART 3 ADRESSE

MAIRIE
PLACE DU MARECHAL LECLERC
37600 BEAULIEU-LÈS-LOCHES

ART 4 LISTE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ◆ L'Acte d'Engagement et ses annexes
- ◆ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi.
- ◆ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- ◆ Le Cahier des Clauses Techniques Générales / Conditions Générales de la garantie (C.C.T.G.)
- ◆ L'inventaire des risques

ART 5 PRISE D'EFFET DU MARCHÉ 01/01/2013

ART 6 ECHEANCE 1^{er} Janvier

ART 7 DUREE 4 ANS

ART 8 CONDITIONS DE RÉSILIATION

Possibilité de résiliation annuelle à la date anniversaire en respectant un préavis réciproque de 4 mois. Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible. Toute modification sur les conditions du contrat (franchises, augmentation ou diminution des taux proposés lors de la souscription) devra être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai aucune modification ne pourra être effective qu'à l'échéance suivante.

ART 9 PRÉSENTATION DE LA CONSULTATION

9.1 Règlement de la consultation :

Le soumissionnaire devra respecter les dispositions contenues dans ce document qui fait partie intégrante du dossier de consultation.

9.2 Contrat en cours :

La COLLECTIVITE est actuellement titulaire d'un contrat garantissant totalement ou partiellement les risques mentionnés à l'article 1 :

- Compagnie : SMACL
- Franchise de base : Néant

9.3 Co-assurance :

- La présente consultation ne vaut pas ordre d'étude et libère si besoin les co-assureurs de leurs obligations vis-à-vis des apériteurs actuels.

9.4 Inventaire des risques :

Le soumissionnaire reconnaît avoir une connaissance précise des activités de la collectivité telles que décrites à « l'inventaire des risques » joint et ne pourra donc se prévaloir dans l'exécution du contrat d'une absence ou d'une insuffisance de renseignements.

En cas de sinistre, l'assureur renonce à se prévaloir d'une erreur dans la nature et/ou la désignation des risques.

ART 10 DÉTERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

Elle est **exclusivement** déterminée sur la durée du marché par :

➤ Une Assiette :

Masse salariale annuelle figurant au tableau des effectifs hors charges patronales (c'est-à-dire les traitements de l'ensemble du personnel y compris indemnités de résidence et supplément familial de traitement hors primes de technicité et autres primes non soumises à cotisations sociales) , soit **285 355 €** (Montant inscrit au Budget Primitif 2012).

Une régularisation aura lieu chaque année sur les bases ci-dessus dès du compte administratif de l'année précédent l'échéance après déduction de la prime d'exercice. Pour la première année, la régularisation se fera lors de l'adoption du compte administratif 2013.

La régularisation a lieu à la demande de m'assureur.

➤ **Un Taux de prime HT et TTC :**

Exprimé dans l'acte d'engagement, en pourcentage des rémunérations totales indiquées ci-dessus.

Il devra être modulé selon les franchises optionnelles figurant éventuellement aux clauses techniques particulières.

➤ **Une prime HT et TTC**

➤ **Les franchises éventuelles seront fixes sur la durée du marché**

ART 11 CO-ASSURANCE

Le soumissionnaire est tenu de faire savoir à la Collectivité s'il a mis en place dans son offre un mécanisme de co-assurance ou s'il envisage de le faire. Dans cette hypothèse, il devra fournir le nom de la compagnie apéritrice, des co-assureurs et le montant de leurs participations indiqué en pourcentage.

ART 12 MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

Toute modification (extension ou diminution) rentrant dans le champ d'exclusion du contrat mis en place, donnera lieu, le cas échéant, à un avenant unique et annuel au présent marché.

ART 13 PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les primes du présent contrat devront être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renonçant à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des crédits).

Fractionnement : Annuel.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et de deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ **Le nom et l'adresse du créancier**
- ◆ **Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement**
- ◆ **Le numéro et la date du marché**

- ◆ **La désignation de la prestation exécutée**
- ◆ **Le prix net H.T. de chaque prestation**
- ◆ **Le taux et le montant des taxes en vigueur**
- ◆ **Le montant total T.T.C. des prestations exécutées**

Le règlement du prix par la collectivité se fera sur présentation de l'appel de prime ou de cotisation selon le principe du délai global de paiement en vigueur à compter de la réception de la facture.

Tout dépassement de délai donnera lieu à versement d'intérêts auprès de l'assureur au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle ils ont commencé à courir, augmenté de 2 points. L'ordonnancement ou le mandatement des intérêts moratoires par l'ordonnateur interviendra au plus tard le 45^{ème} jour suivant la date de mise en paiement du principal par le comptable. Passé ce délai, des intérêts moratoires complémentaires seront dus.

ART 14 VALIDITÉ

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue au présent C.C.A.P.

ART 15 PERIODE D'EXECUTION - RÉSILIATION

Période d'exécution

L'exécution du marché prend effet à la date figurant sur le présent C.C.A.P et s'effectue par période d'UN AN.

Résiliation

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail conformément au 1^{er} paragraphe du I de l'article 46 du code des marchés publics (pièces à produire par les candidats) , la résiliation du marché se fera aux torts exclusifs du co-contractant de la personne publique

ART 16 SINISTRES

Dès l'ouverture d'un dossier sinistre, l'assureur s'engage à tenir régulièrement l'assuré informé du déroulement des opérations et du suivi de la réclamation.

Il devra également fournir à l'assuré, chaque année, au cours du trimestre suivant la date d'échéance, l'état « statistique » de l'année écoulée.

➤ Obligations à la charge de l'assuré :

- **Intervenir** pour en limiter les conséquences, en prenant éventuellement toutes mesures conservatoires et préventives en accord avec l'Assureur
- **Le déclarer** de manière circonstanciée à l'assureur dans 15 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou force majeure.

- **Transmettre** à l'assureur, dans les meilleurs délais suivant la déclaration, un état estimatif aussi détaillé que possible des dommages subis par lui.
- **Communiquer** à l'assureur dans les 48 h toute pièce de procédure reçue par lui.
- **Justifier** de l'existence et de la valeur des biens sinistrés.

➤ **Obligations à la charge de l'assureur :**

Verser l'indemnité dans les 15 jours suivant la détermination de son montant, après accord des parties ou, à défaut, décision judiciaire exécutoire.

➤ **Expertise :**

Les dommages sont évalués de gré à gré ou, à défaut, par expertise amiable, l'assuré ayant la possibilité de se faire assister par un expert, dans tous les cas et quelque soit le montant des dommages.

Cet expert devra être agréé par les services de la collectivité.

ART 17 STATISTIQUES SINISTRES

Annexées au présent dossier de consultation, elles découlent de l'exécution des contrats présentés à l'art. 9.2 « contrats en cours ».

ART 18 DESACCORD ENTRE L'ASSURÉ ET L'ASSUREUR

En cas de conflit ou de désaccord entre l'assuré et l'assureur quant au règlement d'un litige, il est fait application des dispositions de la loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989 portant adaptation du Code des Assurances à l'ouverture du marché européen.

17-1 – Le conflit d'intérêts ou le désaccord peut être soumis à l'appréciation d'un arbitre désigné d'un commun accord. A défaut d'accord des deux parties sur le nom de cet arbitre, ce dernier est désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance du domicile du défendeur, statuant en référé, sur la demande de la partie la plus diligente.

Toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance saisi, statuant en la forme des référés peut en décider autrement lorsque l'assuré a mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

17-2 – L'arbitre est dispensé des règles habituelles de la procédure. Il réunit les parties comme il l'entend, assistées ou représentées par leur conseil si elles en font choix, aussi souvent qu'il le désire ; il peut entendre tout sachant, demander communication de toute pièce lui apparaissant nécessaire, solliciter l'avis d'un homme de l'art.

Il doit faire connaître son opinion aux deux parties, par écrit, dans un délai de trois mois, à compter de sa saisine.

17-3 – Dans le cas où l'assureur n'est pas d'accord avec l'assuré pour prendre en charge un litige ou une procédure, ou la poursuivre, l'assuré peut ne pas se prévaloir de la clause d'arbitrage ou encore refuser la proposition de l'arbitre et assumer personnellement les frais de son intervention en justice. Dans cette hypothèse, en effet, si l'assuré obtient alors une solution plus favorable que celle retenue par l'assureur ou proposée par l'arbitre, l'assureur s'engage à lui rembourser, déduction faite des sommes revenant à l'assuré au titre des dépens ou de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, 475 et 475-1 du Code de la Procédure Pénale ou L.8-1 du Code des Tribunaux Administratifs, le montant de ses débours (frais et honoraires), dans la limite des obligations contractuelles.

ARTICLE 19 PRESCRIPTION BIENNALE

Toute action dérivant des présentes conditions générales et particulières est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui lui donne naissance, dans les termes des articles L114-1 et L114-2 du code des assurances.

Toutefois ce délai ne court :

- 1) En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque encouru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance
- 2) En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, par une action ou citation en justice, commandement ou saisie signifiés à celui que l'ont veut empêcher de prescrire, par la désignation d'un expert après sinistre, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré pour paiement d'une cotisation, et par l'assuré à l'assureur pour le paiement de l'indemnité.

Fait à

Le

Signature du représentant de la Compagnie

ACTE D'ENGAGEMENT

COMMUNE DE BEAULIEU-LÈS-LOCHES

LOT N° 2

OBJET : ASSURANCES DES RESPONSABILITES ET RISQUES ANNEXES

ACTE D'ENGAGEMENT

Marché public de services

TYPE : **PROCEDURE ADAPTÉE**
Article 28 du Code des Marchés publics

REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE :

Madame le Maire de la Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES

Partie réservée à l'administration

Date du marché :

Montant :

Imputation :

Pouvoir adjudicateur : La Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES représenté
par Madame le Maire

Ordonnateur : Madame le Maire de la Commune de BEAULIEU-LÈS-
LOCHES

**Comptable public assignataire
des paiements** : Trésorier Comptable de LOCHES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame le Maire de la Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES

d'une part,

et

Madame ou Monsieur

Agissant en qualité de	Courtier ou Agent*	Représentant la Compagnie d'Assurances :
Nom et raison sociale		
Adresse		
Téléphone Fax :		
Inscription au registre du commerce de :		
Numéro		
Immatriculation Siret:....		
Code APE		

*barrer la mention inutile

désigné dans ce qui suit sous le vocable « **l'assureur** »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – ENGAGEMENT DE L'ASSUREUR

L'assureur s'engage :

- après avoir pris connaissance du C.C.A.P. et des documents y figurant, du **CCTP (Condition particulière), le CCTG (Condition Générales de la garantie) et L'INVENTAIRE DES RISQUES**, qui constituent le marché établi, sous la forme d'un contrat d'assurances,
- après avoir fourni les attestations et déclarations prévues au Code des Marchés Publics,

à exécuter dans leur intégralité l'ensemble des clauses et conditions définies au cahier des charges et concernant le lot RESPONSABILITE CIVILE

L'offre ainsi présentée ne le lie toutefois que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de **90 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixées par le règlement de consultation.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ

- 4 ANS avec possibilité de résiliation annuelle à l'échéance en respectant un préavis réciproque de 4 mois.
Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible
- Prise d'effet : 01/01/2013

ARTICLE 3 – TARIFICATION / VARIANTES / APERITION

3.1 UNITE MONETAIRE : L'Euro

3.2 TARIFICATION

3-2-1 : Compagnie

Assiette : **285 355 €**

	HT	TTC
TAUX		
PRIME FORMULE DE BASE*		

* hors honoraires du courtier

➤ **Prime TTC exprimée en toutes lettres**

Formule de base :

3.3 VARIANTES

Dans le cas où des variantes seraient proposées, le candidat devra indiquer :

- La nature précise des variantes :

- Le coût H.T et T.T.C. des variantes proposées :

3.4 APERITION

Compagnie apéritrice :

Pourcentage d'apérition :

Co-assurance éventuelle :

ARTICLE 4 – RESERVES PAR RAPPORT AU DCE

Réserves éventuelles devant faire l'objet, en annexe d'une énumération précise.

Nombre de réserves :

ARTICLE 5 – DELAIS d'EXECUTION

Le contrat faisant l'objet du présent marché d'une durée de 4 ANS prend effet le 01/01/2013 et expire le 31/12/2016.

Le délai d'exécution part de la date d'effet figurant sur la note de couverture et s'effectue par période d'un an.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE RESILIATION

Possibilité de résiliation annuelle à la date anniversaire en respectant un préavis réciproque de 4 mois. Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible. Toute modification sur les conditions du contrat (franchises, augmentation ou diminution des taux proposés lors de la souscription) devra être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai aucune modification ne pourra être effective qu'à l'échéance suivante.

En cas d'inexactitude des documents des renseignements prévus à l'article 44 et à l'article 46 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail conformément au 1 du I de l'article 46, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 7 – PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché par mandatement au crédit du compte ouvert au nom de l'assureur :

Ouvert au nom de :

Pour les prestations suivantes :

Etablissement :

Numéro de compte :Clé :Code banque :Code guichet :

(Joindre impérativement le relevé d'identité bancaire)

ARTICLE 8 - INTERDICTION

L'assureur affirme sous peine de résiliation du marché, à ses torts exclusifs, que lui même et la société pour laquelle il intervient ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles 43 et 46 du Code des Marchés Publics.

L'ASSUREUR

Fait à, le

Mention manuscrite « *Lu et Approuvé* »

Signature de la compagnie

CHOIX DE LA COLLECTIVITÉ

LOT N°2 : ASSURANCE DES RESPONSABILITÉS

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

PRIME HT

PRIME TTC

Formule de base :

Variante

LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre
Pour valoir acte d'engagement

A....., le.....

NOTIFICATION AU TITULAIRE :

ANNEXE À L'ACTE D'ENGAGEMENT

Éléments d'appréciation de l' Assistance technique et des moyens consacrés à la gestion du contrat

Cette annexe constitue un élément de l'offre et doit être obligatoirement remplie et détaillée

Elle devra être paraphée et signée

LOT Numéro 1 : DOMMAGES AUX BIENS

Modalité de gestion des dossiers

Le nom d'un interlocuteur unique, responsable de l'ensemble de la gestion du contrat et des relations avec la Collectivité:

Délai de réponse moyen à une demande de garantie nouvelle :

Modalité de gestion des sinistres

1- Délais moyens et modalités d'instruction des sinistres

Délai moyen d'accusé réception

Interlocuteur unique

Délai moyen de mission d'expertise

Nom adresse de l'expert

Délégation d'expertise

Seuil d'expertise pour paiement sur devis

2 - Délais moyens de paiements des sinistres

3 - Prise en charge directe des frais en particulier chez les garagistes

4- Fourniture de statistiques annuelles sur les sinistres comportant

Le bien, la personne ou le véhicule sinistré

Les circonstances

Le montant du sinistre

Le taux de responsabilité

Le montant à la charge de l'assureur

L'ASSUREUR

Fait à, le

Mention manuscrite « *Lu et Approuvé* »

Signature du représentant de la compagnie

ANNEXE 1



Responsabilité Civile : Police N° 15845 / Y COMMUNE DE BEAULIEU LES LOCHES

Liste des sinistres sur la période du 01/01/08 au 08/07/12
Edition du 12/07/2012

Numéro de sinistre	Référence Sociétaire	Date du sinistre	Date ouverture	Type de sinistre	Coût global du sinistre	Date de clôture
2008189508H	DEGAT DES EAUX	01/12/2008	16/12/2008	Rc Mat.		17/04/2009
2009106129K	SIN DU 20/12/2008	20/12/2008	04/02/2009	Rc Mat.	861,12	08/07/2010
2010170574Q	SIN DU 21/07/2010	21/07/2010	30/07/2010	Rc Mat.	970,00	
2010222891G	SINISTRE 28/11/20	28/11/2010	21/12/2010	Rc Mat.		31/01/2012
2011108207G	MBR/60/2011	02/02/2011	10/02/2011	Rc Corp. et/ou Mat.	4.443,00	
2011166804Z	SINISTRE DU 22.07	22/07/2011	28/07/2011	Rc Mat.	2.571,42	13/02/2012
TOTAL					8.845,54	

page 1 / 1

6 sinistre(s) déclaré(s) sur 55 mois